

**2 Politique**

Tournée nationale du secrétaire général du Parti démocratique gabonais/Etape d'Aboumi

**Faustin Boukoubi : « Il n'y a qu'un seul PDG »**

Juste KOMBILE MOUSSAVOU  
Aboumi/Gabon

**N'AYANT** pas pu rallier Aboumi lors de son récent périple dans la province du Haut-Ogooué pour cause de deuil frappant le Parti démocratique gabonais (PDG), suite au décès de l'honorable Luc Marat Abyla, le secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi, s'y est rendu mardi dernier à la tête d'une importante délégation comprenant plusieurs autres membres du secrétariat exécutif.

S'adressant à de nombreux militants réunis à la Place des fêtes du chef-lieu du département de la Bayi-Brikolo, il s'est particulièrement indigné du climat délétère qui prévaut en ce moment dans les rangs du parti à Aboumi en déclarant qu'il n'y a qu'un seul PDG. Il a stigmatisé, plus précisément, le comportement des "camarades" Félix Onkeya et Jean Bosco Ndjounga, responsables, selon lui, de cette situation. Tant les deux hommes, à l'entendre, se livrent une guerre sans merci pour s'assurer le leadership politique de la localité. Conséquence de cette situation : les militants sont désorientés et déboussolés à telle enseigne qu'ils revendiquent clairement leur appartenance à la "chapelle politique" de l'un ou l'autre des deux protagonistes. La haine entre les deux hommes est si grande que, par partisans interposés, ils sont parvenus, en fonction de leurs intérêts, à empêcher le fonctionnement normal des différents conseils locaux. En incitant, dans un cas, treize des dix-sept conseillers municipaux à rendre leurs tabliers. Et, dans l'autre, en



Photo : Juste Kombile

**Bain de foule de Faustin Boukoubi dès son arrivée sur les terres d'Aboumi.**



Photo : Juste Kombile

**Le membre du bureau politique, honorable Rachel Ntimédjiara, lors de son intervention.**



Photo : Juste Kombile

**L'assistance est restée attentive au message.**

poussant un conseiller départemental à démissionner. Si bien que, de nos jours, Aboumi peut se targuer d'être la seule municipalité de notre pays à ne pas disposer de conseil municipal aujourd'hui. Et le département de la Bayi-Brikolo, le seul, à ne pas disposer d'un bureau fonctionnant à plein temps. Et, bien entendu, ces spécificités locales sont préjudiciables aux populations. D'autant plus que ces deux institutions de proximité auraient pu initier, dans

une certaine mesure, quelques projets de développement à même de contribuer, autant que faire se peut, à l'amélioration de leurs conditions de vie. Car, il manque presque tout à Aboumi. La dizaine d'agents publics est la seule catégorie de la population à disposer d'un revenu. La grande majorité s'adonne à des activités champêtres sans avoir la garantie d'écouler leurs produits, à cause de la mauvaise qualité du réseau routier. Fort de tout cela, Faustin

Boukoubi a invité les uns et les autres à ne plus «se comporter en opposants en étant des vecteurs de division et de trouble». Ce, d'autant plus que, le seul combat qui vaille aux yeux de tout bon militant, est celui de la défense des intérêts de sa formation politique et de son "Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba. Dans tous les cas, les propos de l'élu de Pana, salués chaleureusement par l'assistance, sont apparus comme un cinglant dé-

menti aux interventions du secrétaire départemental, Paul Romain Nkandi, et du membre du bureau politique, Rachele Ntimédjiara, dans lesquelles l'un et l'autre louaient l'unité et la cohésion parmi les fils de la Bayi-Brikolo. Du reste, le secrétaire national pour le Haut-Ogooué, Léandre Kiki, a exhorté ses "camarades" à taire leurs querelles intestines, afin de se mettre en ordre de bataille derrière Ali Bongo Ondimba en vue de la prochaine élection présidentielle.

Union africaine/Crise burundaise  
**Ali Bongo Ondimba à Bujumbura aujourd'hui**

O. N.  
Libreville/Gabon

**LE** chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, est attendu ce jeudi à Bujumbura (Burundi). Le président de la République fait partie de la délégation de cinq chefs d'Etat et de gouvernement missionnés par le président en exercice de l'UA, Idriss Déby Itno (Tchad), pour chercher une sortie de crise au Burundi. Laquelle provoque de nombreux mouvements des populations à l'intérieur des frontières burundaises et vers les pays voisins. Mandaté pour représenter l'Afrique centrale, Ali Bongo Ondimba retrouvera ses homologues sénégalais Macky Sall pour l'Afrique de l'Ouest, mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz pour l'Afrique du Nord, sud-africain Jacob Zuma pour l'Afrique australe ; ainsi que le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn pour l'Afrique de l'Est. La décision de dépêcher une délégation de haut niveau au Burundi émane du 26e sommet de l'UA, tenu en janvier dernier dans la capitale éthiopienne.

En se rendant à Aboumi, les membres du secrétariat exécutif du PDG viennent ainsi de séjourner dans l'ensemble des chefs-lieux de départements de l'hinterland. Prochaine étape : ceux de la province de l'Estuaire.

**Conférence de presse du porte-parole, Alain Claude Bilie-By-Nzé**

**Le gouvernement appelle les étudiants au calme et à la sérénité**

SM  
Libreville/Gabon

**Dans sa conférence de presse hier, à la Maison Georges Rawi, le porte-parole du gouvernement Alain Claude Bilie-By-Nze a abordé plusieurs sujets ayant nourri l'actualité ces derniers jours. Parmi lesquels, les catastrophes liées aux orages dans les villes de Franceville et Lambaréné ainsi que la grève des étudiants de l'Université Omar Bongo (UOB).**

**OUTRE** son appréciation du discours prononcé par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba lors du lancement officiel du programme pour "l'Egalité des

chances", Alain-Claude Bilie-By-Nze s'est appesanti, hier au cours de sa conférence de presse, sur les récents sinistres enregistrés à Lambaréné et Franceville et sur le mouvement d'humeur au sein de l'Université Omar Bongo (UOB). Abordant le point sur les sinistres provoqués par de violents orages qui ont durement frappé ces deux villes de l'intérieur du pays, le ministre de la Communication est revenu sur la séance de travail tenue autour du Premier ministre, Pr Daniel Ona Ondo, par les ministres des départements de l'Intérieur, du Budget et celui en charge de la Solidarité nationale. Le gouvernement a ainsi «mis en œuvre tous les

mécanismes appropriés à travers les administrations décentralisées afin qu'elles procèdent à l'identification et à l'évaluation des dégâts, car il ne s'agit pas seulement de procéder à une indemnisation tous azimuts». Selon le porte-parole du gouvernement, il sera question, dans l'action que le gouvernement entend entreprendre, de procéder par paliers en commençant par les écoles détruites, les personnes du troisième âge fragilisées et ensuite les démunis. L'orateur a réaffirmé la volonté de la plus haute institution d'agir dans les tout prochains jours. S'agissant du mouvement d'humeur à l'UOB, le gouvernement appelle l'ensemble des étudiants au



Photo : SM

**Le porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie-By-Nze.**

calme et à la sérénité, tout en réitérant les efforts engagés par les pouvoirs publics aux fins d'apporter

des réponses à leurs attentes. «Certaines revendications portent sur des points qui ont déjà connu un

début d'exécution. Notamment, les voiries, la construction du stade et la réfection des pavillons des étudiants», a indiqué le Porte-parole. Il a assuré que toutes les revendications formulées par les étudiants sont sur la table du gouvernement. Lequel s'emploie à trouver des solutions. Bilie-By-Nze a exprimé l'engagement de l'équipe du Pr Ona Ondo à mener à bon terme l'année académique en cours. «Cette ambition ne peut pas être atteinte si les premiers concernés observent des arrêts de cours intempestifs, pour des revendications dont ils savent bien que la solution ne peut être immédiate», a indiqué le porte-parole du gouvernement.